



Conférence internationale

LA COOPERATION PARLEMENTAIRE EURO-MEDITERRANEEENNE DANS LE SCENARIO MONDIAL : LE ROLE DES ASSEMBLEES REGIONALES

Naples, les 5 et 6 juillet 2007

“Parlements et société civile dans le Partenariat Euro-Méditerranéen”

Exposé de
MICHELE CAPASSO
Président de la Fondazione Mediterraneo

Je désire tout d’abord remercier le Conseil Régional de la Région Campanie et la Conférence des Assemblées Législatives des Régions et des Provinces Autonomes pour avoir organisé cette Conférence à la quelle la Fondazione Mediterraneo a collaboré avec plaisir, étant donné le moment particulier de l’histoire et, en général, des relations entre *Occident* et *Orient*, notamment entre *Méditerranée*, *Europe* et *Islam*.

Je désire en outre remercier les membres de la Fondation et les hôtes qui ont accepté de participer malgré les difficultés dues à des rencontres concomitantes programmées dans les Pays arabes : j’adresse en particulier une salutation amicale à M. Abdelwahad Radi, à M. Umberto Ranieri, à M. Abdel Hadi Majali et à M. Mohammad Kabbaj.

La Fondazione Mediterraneo, depuis sa constitution en 1994, a structuré un rapport particulier avec le Parlement Italien, le Parlement Européen, le Conseil de l’Europe, avec les Assemblées Régionales Euro-Méditerranéennes et, en général, avec toutes les Assemblées des représentants élus démocratiquement en tant qu’expression légitime des peuples de la Grande Méditerranée et de leurs besoins.

La Fondazione a accompagné la naissance de l’Assemblée Parlementaire Euro-Méditerranéenne – dont M. le Président Radi a été le premier co-président avec l’ancien président du Parlement Européen et membre de la Fondation M. Pat Cox – tout en abritant à Naples son Assemblée Constitutive et elle soutient, en outre, la nouvelle



Assemblée Parlementaire Méditerranéenne, qui est née récemment à l'intérieur de l'Union Interparlementaire dont le président est, encore une fois, M. Abdelwahad Radi. La Fondation a développé, depuis 1997, par l'organisation à Naples du II Forum Civil Euromed et en abritant de nombreux Présidents des Parlements de la région, une action de synergie avec ces institutions qui sont fondamentales pour la création d'une vraie interaction politique, sociale et culturelle dans la région de la Grande Méditerranée. Pourquoi parlons-nous de "Grande Méditerranée", tout en proposant cette terminologie aussi dans les titres de cette Conférence?

1.

La Grande Méditerranée

Ces considérations sont à la base de l'intense travail que la *Fondazione Mediterraneo*, que j'ai l'honneur de diriger, mène depuis 13 ans déjà. Pendant cette période nous avons travaillé pour promouvoir, par des actions concrètes, le *Partenariat Euro-Méditerranéen*, en poursuivant l'objectif de réaliser un « Réseau pour le dialogue entre les sociétés et les cultures », qui reconnaît dans la Société Civile des Pays membres – en premier lieu les Communautés locales, les Universités, les Organisations entrepreneuriales, les Ordres professionnels, les Syndicats, les ONG, les réseaux d'associations, les médias, etc. – le facteur clef pour progresser dans les droits fondamentaux, dans la sécurité politique, dans la culture, dans l'économie, dans la science, dans le développement durable, dans la communication et dans l'information. Pour les cinq prochaines années (2007-2012), l'action de la Fondazione a pour objet, dès aujourd'hui, la réalisation de la « Grande Méditerranée »¹ : sujet historique et stratégique qui agit et se développe même en connexion et interdépendance avec les Pays du Moyen Orient, du Golfe et de la Mer Noire. A cette fin elle promeut la compréhension internationale à travers la promotion de la connaissance des réalités identitaires, sociales et culturelles qui composent la *Grande Méditerranée* tout en

¹ Les pays de la "Grande Méditerranée" sont :

les 27 Pays de l'Union Européenne, Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, Georgie, Russie, Ukraine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine, Monaco, Monténégro, Serbie, Bahrayn, Iran, Irak, Kuwait, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, EAU, Yémen.

encourageant une interaction plus étroite, afin de renforcer les valeurs et les intérêts partagés dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine et de l'égalité entre les genres, en développant notamment la coopération intellectuelle et la formation des ressources humaines dans des contextes multidisciplinaires.

Tout ce travail est fondé sur le principe de l'égalité, de la souveraineté et de la dignité des peuples et sur le respect du pluralisme, des diversités culturelles, des droits fondamentaux de la personne et de la démocratie. Jusqu'à présent nous avons oeuvré sans bureaucratismes stériles et toutes nos ressources ont été utilisées directement sur le terrain : le grand nombre d'accords de partenariat signés par la *Fondazione Mediterraneo* et de partenaires de la Société Civile et des Institutions participant aux différents projets – ainsi que la quantité et la qualité des actions réalisées – sont des indicateurs du fort impact obtenu et des résultats concrets atteints.

La Méditerranée est un ancien espace géographique et politique, mais elle constitue aussi la représentation qui recèle aujourd'hui le besoin de dialogue entre les cultures, de paix, d'intégration entre innovation et tradition, de droits individuels et de solidarité sociale.

La politique et la Société Civile doivent donner des réponses appropriées à ce besoin par des actions concrètes : c'est pour cela que le rapport entre Parlements et Société Civile dans le Partenariat Euro-Méditerranéen se rend indispensable mais, d'abord, il faut analyser le rôle historique de la Méditerranée dans le mouvement des civilisations.

2.

Le rôle historique de la Méditerranée dans le mouvement des civilisations

Les civilisations qui se sont succédé en Méditerranée ont conservé, des périodes antérieures, des signes, des monuments, des pensées inscrites dans la pierre ou écrites sur un papyrus, qui nous donnent aujourd'hui l'idée de l'histoire longue dans ses créations exemplaires et ses défaites spectaculaires. De la civilisation minoenne à l'Égypte des Pharaons, des Phéniciens à Carthage, des tombeaux étrusques de Tarquinia à l'empire romain et ses deux siècles de paix imposée, de l'avènement du Christianisme, puis de l'Islam, à Byzance, à l'empire turc, tous ces noms de batailles qui sont victoires pour les uns et défaites pour les autres, devant les basculements de pouvoir du Nord au

Sud et d'Est en Ouest, comment ne pas être saisi devant cette multitude d'événements, de décompositions et de recompositions dont nous sommes les héritiers, conscients des désastres passés liés aux conflits des civilisations et à la folie des hommes ?

Toutefois, une autre idée de l'histoire des civilisations s'impose aujourd'hui : plus qu'une réalité figée, les civilisations vivantes constituent un lieu de circulation des hommes, des idées et des représentations. Elles évoluent depuis toujours au rythme de leurs emprunts et de leurs métamorphoses à travers d'innombrables détours : détour de la pensée grecque de l'Antiquité par les cercles savants de Bagdad avant de parvenir, via l'Andalousie musulmane d'Averroès, au cœur de l'Europe chrétienne ; glissement du récit du Déluge depuis les tablettes cunéiformes de l'Epopée de Gilgamesh jusqu'au livre de la Genèse.

Etre ou devenir civilisé, c'est sortir de l'état de nature pour accéder aux valeurs universelles de l'humanité. L'Homme mesure des choses; l'Homme, élément politique, membre de la cité ; l'Homme, entité juridique définie par le droit; l'Homme égal à l'homme devant Dieu et considéré *sub specie aeternitatis*, ce sont là des créations presque entièrement méditerranéennes dont on n'a pas besoin de rappeler les immenses effets. Qu'il s'agisse des lois naturelles et des lois civiles, le type même de la Loi a été précisé par des esprits méditerranéens. Nulle part ailleurs la puissance de la parole, consciemment disciplinée et dirigée, n'a été plus pleinement et utilement développée : la parole, ordonnée à la logique, employée à la découverte de vérités abstraites, construisant l'univers de la géométrie ou celui des relations qui permettent la justice; ou bien, maîtresse du forum, moyen politique essentiel, instrument régulier de l'acquisition ou de la conservation du pouvoir.

Rien de plus admirable que de voir en quelques siècles naître, de quelques peuples riverains de cette mer, les inventions intellectuelles les plus précieuses, et, parmi elles, les plus pures : c'est ici que la science s'est dégagée de l'empirisme et de la pratique, que l'art s'est dépouillé de ses origines symboliques, que la littérature s'est nettement différenciée et constituée en genres bien distincts et que la philosophie, enfin, a essayé à peu près toutes les manières possibles de considérer l'Univers et de se considérer elle-même. Jamais, et nulle part, dans une aire aussi restreinte et dans un intervalle de temps si bref, une telle fermentation des esprits, une telle production de richesse n'a pu être observée.



En Méditerranée, il est clair que se développent plus ou moins inégalement, plus ou moins harmonieusement, mais se développent les pays qui, sur son pourtour, appartiennent ou non à l'Union européenne. La croissance est présentée comme l'une des principales finalités des gouvernements et des peuples.

Cette exploitation doit se faire avec le souci d'assurer cette même possibilité aux générations futures, faute de quoi l'humanité dans son ensemble court à sa perte. L'idée du développement durable lancée par le *Club de Rome* dans les années 70-80 était liée à celle du respect de l'environnement et d'une utilisation raisonnable des ressources naturelles, sans laquelle le développement sera de courte durée et l'environnement rapidement dégradé.

Il resterait à dire un mot de la suite des accords qui lient les pays du Nord de la Méditerranée, c'est-à-dire l'Union européenne, et les pays du Sud. Lors de la Conférence de Barcelone en novembre 1995, les pays méditerranéens participants, après avoir constaté les déséquilibres économiques importants que connaît le bassin méditerranéen, ont décidé de mettre en oeuvre un programme ambitieux – le Partenariat Euro-Méditerranéen (PEM) – en vue de développer une zone de libre échange d'ici 2010, d'établir des règles de sécurité communes et de favoriser la rencontre des cultures. Pour la période 1995-1999, c'est près de 5 milliards d'euros qui ont été engagés à cet effet – et encore plus dans la période suivante jusqu'à aujourd'hui – mais le résultat est modeste à cause de la bureaucratie.

La *Fondazione Mediterraneo* a été protagoniste de ce processus et aujourd'hui c'est l'un des organismes présents dans les principales institutions créées pour développer cette action². Parmi les autres organismes, je voudrais mentionner la Fondation Anne Lindh, un « réseau de réseaux » fortement voulu par l' Union Européenne qui joint, en même temps, la société civile, les Etats, et les Universités Euro-Méditerranéennes, au

² La FONDAZIONE MEDITERRANEO est :

Chef de file du Réseau Italien de la Fondation Euro-Méditerranéenne pour le dialogue entre les cultures "Anne Lindh" ; Membre fondateur de la Plateforme non gouvernementale Euromed ; Membre de la Plateforme Euromed de la jeunesse ; Membre de la Biennale des Jeunes Créateurs de l'Europe et de la Méditerranée ; Membre du Réseau de l'Euromesco ; Membre pour l'Alliance de Civilisations ; Membre du Mouvement Européen International ; Membre du Réseau Copeam ; Observateur de l'Assemblée Parlementaire Euro-Méditerranéenne. La Fondazione est aussi Institution ayant Statut participatif auprès du Conseil de l'Europe.

sein de laquelle la Fondazione Mediterraneo a, à ce moment, la responsabilité de chef de file du réseau italien.

Il reste encore beaucoup à faire et il est surtout nécessaire d'éviter des duplications, en maximisant les résultats en considération des maigres ressources disponibles.

Les trois concepts de civilisation, de paix et de développement exigent, me semble-t-il, une réflexion d'ordre éthique sans laquelle les processus de mise en oeuvre qui leur répondent demeureraient imparfaits.

La Méditerranée est bordée de civilisations héritières elles-mêmes de civilisations millénaires et de grands ensembles se constituent qui tendent à s'unifier, ou du moins cas à collaborer de façon de plus en plus étroite. Civilisés nous le sommes tous, que nous habitons au Nord ou au Sud de la Méditerranée, que nous appartenions à la civilisation dite, bien improprement, "occidentale", ou à la civilisation "arabo-musulmane". Mais nous savons bien que la barbarie n'est jamais loin, qu'elle peut resurgir en nous ou en dehors de nous dans des gestes, des comportements injustifiés de violence,

Que dire du massacre périodique des civils innocents dans des guerres récentes dans les Balkans, en Palestine, ou en Irak ? Kant déclarait déjà à la fin du XVIIIème siècle : "civilisés nous le sommes au point d'en être accablés... Mais il s'en faut encore de beaucoup que nous puissions déjà nous tenir pour moralisés". Il est clair aujourd'hui que l'on ne saurait penser une civilisation par la seule prise en considération du niveau des équipements matériels d'une société ou du produit intérieur brut d'un Etat : il faut passer d'un système de « mesures » à un système de « valeurs ». C'est pour cela que le rôle des Parlements et des lois promulguées est essentiel pour promouvoir un dialogue durable entre les civilisations et les cultures.

3.

Les civilisations et les cultures

La civilisation est inséparable de la culture qui lui donne son sens et ses valeurs. Ce n'est pas sans quelque raison qu'on a pu, à propos d'événements récents, dans ce qui peut apparaître comme la plus haute civilisation matérielle, parler d'un retour des

barbares ou de la barbarie, lorsque la force remplace le droit, lorsque la fin justifie les moyens, lorsque l'ignorance et le mépris l'emportent sur les voies de la connaissance et du dialogue. Si nous voulons que la Méditerranée demeure un haut lieu de civilisation, il convient que chacun d'entre nous ressente intérieurement, avec cette fierté d'appartenir à la civilisation méditerranéenne dont parlait Valéry, l'exigence de l'illustrer, en toutes circonstances, par une conduite qui réponde à ses idéaux les plus avérés.

La paix fait partie de ces exigences éthiques inscrites au cœur d'une grande culture. Mais là encore, la paix ne s'impose pas de l'extérieur. Elle doit habiter la conscience de chacun. Il m'avait frappé, lors des entretiens de Camp David entre Israéliens et Palestiniens, que les commentateurs avaient écrit à peu près ceci : un accord n'était pas possible parce que les négociateurs n'avaient pas l'idée de paix dans la tête. Il ne nous servirait à rien de décréter la paix mondiale, et même d'instituer une autorité internationale capable de la faire respecter, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui, si nous restions secrètement en lutte les uns contre les autres pour acquérir pouvoir et biens au détriment d'autrui.

La paix doit être gagnée jour après jour et chacun de nous doit faire sa part.

Certains philosophes, comme Peter Kemp, s'inscrivent dans une longue tradition qui considère la paix comme oeuvre de la sagesse. Ces philosophes subordonnent l'obtention de la paix extérieure, c'est-à-dire politique et juridique, à la paix intérieure de soi avec soi et avec les autres selon l'enseignement des grandes philosophies et des grandes religions. Ce supplément d'âme dont parlait Bergson, dans ce monde de plus en plus livré aux forces mécaniques, s'exprime massivement par l'aspiration de la plupart des peuples méditerranéens à la paix, condition indispensable du développement et du bien-être de tous.

Le développement lui-même, tel que nous l'avons entendu, et tel que nous en avons énoncé quelques conditions, ne deviendra effectif que dans la mesure où il ne sera pas livré aux forces économiques dont le profit serait le seul moteur, mais sera habité au contraire, chez ceux qui en sont les acteurs, à quelque niveau que ce soit, par une volonté de partage dans un esprit de justice et d'égalité. La notion même de développement durable implique quelque générosité puisqu'il s'agit de sacrifier une jouissance excessive du présent dans l'exploitation de la terre et des hommes au profit

des générations futures. De même la notion de commerce équitable à laquelle nos contemporains deviennent de plus en plus sensibles exige le renoncement à un meilleur profit pour mettre fin au travail des enfants, aux salaires misérables des pays les plus pauvres. Là encore, un appel à la conscience de chacun, par une réflexion sur les conditions de la mise à disposition des produits importés dans les pays riches, est absolument nécessaire. Mais il n'y a pas que le partage des biens, que des mécanismes, comme ceux que met en place l'Union européenne permettent, dans une certaine mesure, de rendre plus équitable. S'impose aussi la protection de l'environnement et le dialogue entre civilisations et cultures assume un rôle essentiel surtout dans le rapport complexe entre Islam et Occident. Dans ce cas aussi la responsabilité confiée aux Parlements est essentielle.

4.

L'Islam et l'Occident

Les peuples du Nord européen et du Sud arabe sont unis dans le même destin. L'un des points fondamentaux est la relation entre Islam et Occident.

Les sociétés musulmanes du Proche Orient et de l'Extrême Orient répondent à la dynamique occidentale, qui prend le nom de *mondialisation*, par une réaction foncièrement hostile et souvent violente.

La réflexion occidentale pose à cet égard une question erronée, exprimée dans le titre d'un bref et important essai de Bernard Lewis : *What Went Wrong ? Western Impact and Middle Eastern Response*. Ce qui a été « raté », on ne doit pas le chercher dans l'histoire, mais dans les termes du problème *Islam et modernité*, dont il convient pourtant de réexaminer le sens.

Islam est un *dénominateur commun* par lequel on entend représenter tout le monde musulman malgré sa diversité : un concept générique, dans lequel l'imaginaire historique occidental – qui s'est développé au fil des siècles – fait converger plusieurs inconscients sous-entendus. Ce terme indique une *société dans laquelle l'Etat est l'autorité et la vie civile est réglée par les normes religieuses dictées par le Coran*. Mais la *modernité* aussi est un *dénominateur commun*, indiquant une *société fondée sur le droit humain et non pas sur le droit divin, sur l'égalité juridique et sur l'égalité*

d'accès aux positions de représentation politique. Tout comme *Islam* est la représentation statique d'une réalité différenciée et dynamique, de même *modernité* est l'abstraction statique de réalités diversifiées et en devenir. Voilà pourquoi la *modernité* ne s'identifie pas avec l'Occident et avec l'Europe d'aujourd'hui. C'est un projet de société qui est né en Europe à l'époque des Lumières et s'est développé pendant la période du Positivisme, et ses principes basilaires sont indispensables pour la complexité de la vie moderne, qui a porté partout aux changements des structures qui étaient appropriées aux manières de vivre du passé.

Toutefois, si le monde de l'Islam doit faire face aux problèmes découlant de l'absence de modernité – entendue comme affirmation du droit individuel et de la démocratie – l'Occident souffre d'un excès de modernité. Vitesse, rationalité, délocalisation de la production, absence de solidarité, anomie des contextes collectifs, manque d'un « sens de vie » chez les jeunes : voilà les nouveaux problèmes d'une société qui se définit post-moderne.

Le problème de *Islam* et *modernité* n'est donc pas l'opposition de deux antagonistes mais un problème à trois termes. L'*Islam*, l'*Occident* et la *modernité* : deux réalités historiques et une aire critique commune ; une situation problématique où chacun voit l'expression de son propre défaut dans l'œil de l'autre ; un univers partagé où les logiques du grand capital mondial rendent l'occident européen et la Méditerranée de plus en plus périphériques par rapport aux lieux de gouvernement. Sur la scène globale, New York et Pékin ne sont pas Le Caire et Casablanca, mais en fait elles ont remplacé Londres et Paris comme destination commune.

Si cette question est posée en deux termes, elle mène à une politique d'opposition, mais si les termes sont trois, elle ne met pas *Islam* et *Occident* en contraste mais demande une politique de solidarité pour avancer ensemble dans une évolution parallèle et d'un commun accord vers un but partagé, même si le point de départ est différent, comme sont différents les distances du but et les objectifs. Une collaboration nécessaire non seulement dans l'intérêt de l'Islam mais aussi dans celui de l'Occident car, dans ce processus, l'Occident n'avance pas en ligne droite mais a ses arrêts et ses reculs.

La Méditerranée, l'Europe et les pays de culture arabe-musulmane ont un intérêt vital à suivre un chemin autre que celui vers lequel poussent la croisade des Etats Unis et la

réponse fondamentaliste islamique. Le chemin de la collaboration et de l'entente est le seul chemin nécessaire pour l'une et pour l'autre.

Une politique de collaboration et solidarité est urgente. Il ne faut pas oublier que la civilisation européenne a une grande dette à l'égard de l'Islam, car l'Europe occidentale doit, en large partie, son réveil à la civilisation islamique. Le moment est arrivé de payer cette dette. Mais malheureusement nous n'avons pas emprunté ce chemin. Bien souvent la *modernité* n'est pas offerte à l'Islam dans des formes promouvant son égalité, mais plutôt à travers des structures visant à exprimer sa soumission. Cela donne lieu à son érosion même en Europe.

Les destins de l'Islam et de l'Occident sont plus liés qu'on ne le croit et il devient nécessaire que les Parlements agissent activement pour la constitution d'une Grande Coalition de valeurs et d'intérêts partagés.

5.

La Coalition de valeurs et d'intérêts partagés

Ça fait désormais trop longtemps que la Méditerranée est troublée par des tensions, des crises et des conflits qui ont déchiré le tissu d'une cohabitation pacifique et prospère. La recrudescence du terrorisme et le risque d'une fracture entre ceux qui croient au dialogue et ceux qui vont tout droit vers le choc des civilisations imposent un engagement accru de la part des Assemblées parlementaires et des organismes de la Société Civile, en vue de promouvoir une *Coalition de valeurs et d'intérêts partagés*.

Les nombreuses initiatives pour la pacification et le développement dans la région, entreprises jusqu'à présent, ont produit des progrès partiels et insuffisants. Les saisons de l'espoir que la région a connues institutionnellement grâce au Partenariat Euro-Méditerranéen (initié, comme je l'ai déjà dit, en 1995 par l'Union Européenne par le biais du *Processus de Barcelone*) ainsi qu'à d'autres initiatives, sont aujourd'hui dans une impasse.

Dans un contexte international fort inquiétant, il faut tenir le terrain et se rallier aux forces du dialogue et de la raison. Le véritable ennemi, à côté de la résignation, est la vide complaisance de ceux qui « *morphinisent* » seulement la pointe des problèmes dans l'espoir de les cacher.

La Méditerranée ne doit plus faire l'*objet* de programmes politiques décidés ailleurs ; elle doit être, au contraire, le *sujet* de stratégies qui soient l'expression directe des besoins réels de chaque peuple : c'est pour cette raison qu'il faut prendre conscience des risques de déstructuration et marginalisation de la région méditerranéenne, et décider de s'engager en faveur de la création d'une *Grande Méditerranée*.

Nous connaissons très bien l'importance de la solution politique des crises ainsi que de la collaboration économique, mais nous sommes convaincus que le véritable indicateur de la qualité des relations entre les Pays de la région est représenté par les échanges culturels entre les Sociétés Civiles.

L'autre enseignement important c'est qu'il ne faut pas créer des barrières artificielles dans le monde arabe, en séparant les Pays méditerranéens des Pays du Golfe.

En vue de parvenir à une plus grande confiance, il faut étendre le dialogue à l'intérieur d'une Méditerranée élargie ou *Grande Méditerranée* afin que celle-ci puisse redevenir maître de son destin. Le parcours entre la représentation de « l'autre » et la compréhension des craintes et des espoirs qui troublent la rencontre des cultures à une échelle globale c'est l'outil qui peut permettre de surmonter les « excès identitaires » et vaincre les sentiments de peur, méfiance et haine, parvenant ainsi à épuiser les sources qui alimentent la violence et le terrorisme.

7.

L'avenir des relations euro-méditerranéennes entre le Nord et le Sud : le rôle des Parlements et de la Société Civile

Quelles sont, alors, les actions nécessaires pour l'avenir des relations euro-méditerranéennes entre le Nord et le Sud et pour pouvoir transformer le « Dialogue des Cultures » dans une véritable « Alliance des Civilisations », ayant dans la *Grande Méditerranée* un laboratoire d'importance primordiale ?

L'action principale est, comme je l'ai déjà dit, la constitution d'une *Coalition de valeurs et d'intérêts partagés* entre les Pays qui, au fil des siècles, ont gravité ou gravitent encore autour de la Méditerranée dans une continuité historique avec les grandes expériences culturelles et politiques du passé : une tradition de synergies, même tumultueuses et inquiètes, dont est cependant issue une interdépendance indissoluble, plus forte que tous les contrastes, les oppositions et les guerres.

Je vais énumérer de suite ceux qui – à mon avis – sont les sujets principales que les Parlements et les acteurs de la Société Civile doivent aborder pour réaliser un programme aussi bien ambitieux que indispensable.

Le rôle de la Culture

Dans ce moment difficile de l'histoire de la Méditerranée, il faut comprendre que seul l'engagement de la Culture peut permettre de faire confiance à la construction d'un futur d'espoir pour tous.

Combien de fois cela a-t-il été compris par les classes politiques dirigeantes, surtout européennes?

Peu de fois, nombre de mots sont prononcés à dessein, mais peu d'actes suivent ces mots. L'interprétation générale des différents combats et guerres qui se sont succédé repose constamment sur des raisons géopolitiques et sur des tentatives successives de pure recomposition d'équilibres économique-politiques. Tout cela est important mais ne suffit pas et à même conduit, à la fin, à une impasse.

Voilà pour quelles raisons le dialogue entre les cultures devient décisif.

Décisif comme condition d'une paix véritable et donc d'un développement possible; d'une croissance des sociétés civiles dans un processus de reconnaissance réciproque.

Les conditions de ce dialogue existent, surtout dans la région de la Grande Méditerranée, parce que les cultures peuvent parvenir à une entente. Mais même sans avoir une ambition aussi prononcée, les différentes cultures peuvent, doivent retrouver le terrain d'une confrontation qui permette de faire découvrir à chacun les raisons de l'autre.

Il ne doit pas s'agir d'un dialogue général et idéologique, mais d'un dialogue construit sur la base d'expériences culturelles effectives, dans les savoirs qui se sont développés, dans le travail concret sur les traces d'un passé encore vivant, dans la science, l'environnement, l'archéologie commune, l'alimentation, les savoirs productifs de techniques et de transformation.

Pour mettre en place ce projet ambitieux, il était important de constituer "une maison commune" pour les peuples de la Méditerranée, pour ordonner et valoriser toutes les pièces de la mosaïque colorée de la Méditerranée.



De là dérive l'extraordinaire importance de la *Fondazione Mediterraneo* comme lieu destiné par sa vocation même à devenir le terrain commun de confrontation avec la création de la "Maison de la Méditerranée" à Naples et dans d'autres villes, parmi lesquelles Marrakech, Amman, Murcie, Tartu, Skopje.

L'extraordinaire quantité d'adhésions qui sont parvenues à la *Fondazione Mediterraneo*, son articulation, ancrée dans les différents pays à travers sièges et bureaux détachés et les reconnaissances officielles reçues avec les délibérations votées et adoptées par des États Régions, Villes et organismes de 33 pays, montrent qu'elle a touché une sensibilité existante et désireuse d'être rendue opérationnelle. Opérationnelle même sur le terrain où le projet culturel devient prémisses d'économie et de développement.

Tout ce travail rendu possible grâce à l'engagement de nous tous, vu en grand, est d'une importance décisive pour l'Europe qui s'élargit au-delà de ses frontières traditionnelles. Elle a et veut avoir une politique méditerranéenne (qui est une politique) qui se regarde elle-même et regarde au-delà d'elle-même. La confrontation entre les cultures rendra plus facile cette politique, elle fera croître la force des interlocuteurs possibles. L'Europe comme sujet politique dans un monde qui devient global doit absolument regarder la Méditerranée comme étant la mer d'un grand développement, de paix et de civilisation.

La croissance morale et matérielle

La *Coalition* dont on a parlé agira sur le terrain des faits, en développant des modèles et des programmes de croissance morale et matérielle dans la région, fondés sur l'égalité de la dignité et sur le respect réciproque d'identités originaires différentes, ayant des principes et des valeurs choisis et définis de façon autonome, mais ouvertes à l'échange et à la comparaison. Spécificité, richesse des traditions et en même temps communauté d'intérêts et d'actions : la ligne de partage entre spécificité et communauté de valeurs trouvera sa raison dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine et sera l'engagement à relever les nouveaux défis communs, tels que le droit à l'égalité entre hommes et femmes.

La réconciliation dans la Grande Méditerranée

La réconciliation dans la *Grande Méditerranée* impose tout d'abord une recherche de la *Solidarité dans le développement*. Il faut offrir aux jeunes une éducation et une préparation professionnelle qui réduisent les handicaps de départ. Un grand effort pour permettre une insertion équitable des jeunes diplômés et des jeunes titulaires d'une maîtrise dans le monde du travail : dans ce but, il faut mener une action visant expressément à identifier les formations spécifiques requises par rapport aux nouvelles possibilités que la dimension de la *Grande Méditerranée* peut ouvrir dans le marché du travail.

Le rôle spécifique de la Société Civile

La Société Civile, en vertu de sa vision ainsi que de son enracinement dans les contradictions actuelles des sociétés méditerranéennes – chômage, pauvreté, déficit technologique et d'organisation, centralisation des pouvoirs de décision, etc. – devrait se faire promotrice d'études et de recherches visant à mieux finaliser les systèmes universitaires, notamment pour ce qui est des disciplines scientifiques.

L'ouverture à la connaissance universelle ne sera pas au détriment de l'enracinement des cultures au niveau local et devra mettre ensemble tradition, modernité et innovation. L'engagement en faveur du dialogue s'inscrit dans la nécessité de nouvelles politiques où le respect pour la culture de l'autre puisse permettre la défense fondamentale de la personne et de ses droits. C'est là, en effet, la nouvelle frontière d'expérimentation sociale dans les réalités où de considérables processus migratoires ont amené à la cohabitation de groupes ayant des religions et des cultures différentes. La société civile continuera à constituer, progressivement, des antennes sub-régionales de la Grande Méditerranée en vue de promouvoir des publications sur les traditions à valoriser dans la région, même à travers des manifestations ethniques-culturelles, ethniques-musicales ainsi qu'à travers des colloques d'approfondissement comparatif des origines et de l'évolution de ces traditions.

La diffusion du bien-être

La diffusion du bien-être comporte la promotion de nouvelles divisions du travail ainsi que le développement de la productivité comparée. C'est le climat pour favoriser les

investissements. La protection des droits des personnes, des classes sociales plus faibles, des zones moins favorisées devra toutefois concilier les règles de fonctionnement du marché, en conjuguant performance et solidarité. Il est nécessaire de se prodiguer afin que les flux optimaux d'investissement, reposant sur la confiance, puissent être encouragés par des démarches capables de créer une meilleure acceptation mutuelle des systèmes de valeurs respectifs, en mettant en évidence leur tendance naturelle à coexister et à se développer ensemble, après l'élimination des facteurs qui engendrent les inégalités économiques et sociales.

L'égalité hommes/femmes face à la violence

Un point fondamental de cette action est remis aux femmes, protagonistes indispensables pour la paix dans la région. L'année 2007 est dédiée à l'égalité des genres et il reste encore beaucoup à faire sur ce thème: un fort engagement de la part de tous est nécessaire.

Les questions concernant le rôle des femmes par rapport à la paix et leur position face à tous les humains nécessitent des réponses en nuances. La paix est un enjeu politique. Elle est même le coeur, la raison profonde de la communauté politique. Les humains qui ont une fâcheuse tendance à s'entretuer ne se garantissent de la violence entre eux qu'à travers un pacte social qui est le pacte politique. Mais jusqu'ici, ce pacte n'était passé que dans le cadre restreint des États nationaux.

Dans ce cadre, la communauté politique est déclarée souveraine et elle va ordonner la société en canalisant la violence. Le pouvoir s'en arroe alors le monopole légitime.

S'il est démocratique, il en usera pour le bien public. Sinon c'est la dérive vers les violences internes. La violence, la rupture de la paix au sein du groupe, sont l'échec de la communauté politique. Ce n'est pas nécessairement la violence armée. Cela peut prendre la forme d'une violence économique ou sociale.

Or partout dans le monde, et le pourtour méditerranéen n'y échappe pas, les communautés politiques sont fragiles ou clairement divisées. Et l'on ne voit pas de progrès du côté d'une communauté politique universelle qui résumerait la solidarité de tous les humains. Les Parlements et la Société Civile doivent agir en synergie afin de résoudre ce problème fondamental pour l'affirmation des droits et pour un véritable développement partagé.



Ici, à Naples, revendiquons, aujourd'hui encore, le droit à la mémoire. Revendiquons l'antique berceau de la civilisation. Une civilisation méditerranéenne talentueuse, dotée de l'art combinatoire de conjuguer les différences dans la tolérance, ne serait-ce que pour gommer ce « *choc des civilisations* » devenu mode pernicieuse.

Devenons ainsi, chers amis, de véritables contemporains spirituels, des protagonistes d'un vrai dialogue de l'Esprit. C'est cet Esprit qui veillera sur le foyer de notre Maison commune. S'il a du souffle, aucun esprit malin ne saurait l'éteindre.

Hegel disait que la liberté se développe et croît sur la mer: sa prophétie peut devenir vérité historique justement quand la globalisation en cours demande à chacun de se souvenir de ses propres racines et de les affirmer dans la reconnaissance réciproque.

La Ville de Naples, la Région Campanie et toutes les autres régions de la Grande Méditerranée, ont les qualités pour devenir l'espace fondant de la construction d'un futur partagé. Il faut le croire et lui donner toutes nos impulsions.